

## Quatre-vingt-sixième réunion du Comité permanent

7-9 mars 2023

### Point 6 de l'ordre du jour

#### Exposé sur les résultats du Dialogue du Haut-Commissaire

Le Dialogue du Haut-Commissaire sur les défis de protection offre un forum unique pour des discussions multipartites informelles et orientées vers l'action sur les problèmes mondiaux émergents de protection. En 2022, le Dialogue s'est tenu les 7 et 8 décembre à Genève en Suisse. Il a porté sur le rôle de la coopération au développement dans la promotion de la protection et des solutions pour les personnes déplacées ou apatrides. Plus de 500 parties prenantes y ont pris part. Elles étaient issues des États, des organisations internationales et intergouvernementales, des acteurs du développement, des institutions financières internationales, des acteurs de paix, des organisations non gouvernementales, du secteur privé et des organisations dirigées par des réfugiés. [Vingt réfugiés](#) sont partis de 14 pays d'accueil pour prendre part au Dialogue.

Les discussions ont porté sur trois domaines : actions menées tôt, inclusion et solutions, avec la protection comme thème central et transversal. Deux sessions *spotlight*, animées conjointement par le HCR et un partenaire, ont permis d'explorer chaque domaine. Le [programme](#) prévoyait aussi des débats en plénière, pendant lesquels la Directrice générale adjointe du Fonds monétaire international a pris la parole, ainsi que des sessions spéciales, un coin orateurs et des expositions.

Avant le Dialogue, le HCR avait tenu [sept tables rondes régionales préparatoires](#). Ces tables rondes avaient permis d'explorer le thème du Dialogue dans le contexte des situations actuelles de déplacement et d'apatridie dans chaque région. Les parties prenantes ont aussi pu proposer et organiser des laboratoires d'innovation, afin d'accomplir des progrès sur des questions majeures liées à la coopération au développement, regroupant divers partenaires.

#### Résultats

Au Dialogue a été réaffirmée l'importance de la coopération au développement et du partage des responsabilités pour soutenir les gouvernements des pays d'accueil. L'événement a aussi permis de susciter des engagements politiques et d'autres initiatives sur les actions menées tôt, l'inclusion et les solutions, en préparation du Forum mondial sur les réfugiés de 2023. Il ressortait des débats que la coopération pour le développement avait progressé, avec un nombre significatif de partenariats opérationnalisés et mieux élaborés depuis le Forum de 2019. Le Dialogue a aussi montré clairement que la coopération pour le développement peut produire des résultats positifs en matière de protection et faciliter les solutions. Ont émergé des tables rondes préparatoires et du Dialogue proprement dit, des thèmes transversaux avec les mesures proposées y relatives.

- Les autorités nationales doivent être à l'avant-garde des initiatives de développement permettant de s'attaquer aux causes profondes et à l'impact des déplacements forcés et de l'apatridie. Les parties prenantes ont fait écho de la nécessité d'intégrer les réfugiés, les déplacés internes, les personnes retournées ou apatrides dans les plans de développement ainsi que dans les réponses d'urgence et les stratégies d'adaptation au climat, avec l'appui des partenaires d'exécution.
- Doit être renforcée, la coordination axée sur les droits et favorable à la protection entre les acteurs humanitaires, de développement et de paix. On a insisté lors des débats sur la nécessité d'assurer des financements souples et pluriannuels pour soutenir le passage de l'assistance humanitaire à l'aide de développement dans les situations de déplacement prolongées.
- Le lien entre l'action climatique, la préparation et la planification de la réponse est important. A été soulignée lors des débats, la nécessité d'accroître la couverture de l'analyse des risques liés au climat et d'améliorer l'accès au financement pour l'action climatique.
- Dans toutes les sessions, les participants ont rappelé la nécessité de collecter et d'analyser les données de qualité, afin de permettre des réponses opérationnelles, des programmes de développement et des politiques inclusives éclairés par des preuves.
- Depuis 2019, plus de 50 gouvernements ont pris des engagements politiques en vue de soutenir les réfugiés dans leurs systèmes nationaux. La promotion des politiques d'inclusion était au centre des discussions lors du Dialogue. L'inclusion se fait de façon rentable dès lors que les gouvernements prennent la direction des initiatives. Ont été mis en lumière, comme étant les moyens permettant d'améliorer le partage des responsabilités, les outils comme le [Cadre d'examen des politiques pour les réfugiés](#) et les efforts fournis par le HCR pour faciliter [l'appariement des engagements](#).

- Concernant les solutions, les parties prenantes ont plaidé en faveur des moyens permettant de promouvoir un retour et une réintégration durables, comme le renforcement de l'appui aux approches axées sur les régions et la formation des réfugiés dans les pays d'accueil. Les outils comme les [plateformes régionales d'appui](#) ont été soulignées comme étant les moyens de favoriser les réformes juridiques, judiciaires, politiques et administratives dirigées par les gouvernements pour des solutions.

### **Vers le Forum mondial sur les réfugiés de 2023**

Le Dialogue a servi de rampe de lancement aux préparatifs du [Forum mondial sur les réfugiés de 2023](#) qui sera conjointement accueilli en décembre 2023 à Genève par la Suisse et le HCR. Lors de la plénière de clôture du Dialogue, il a été [annoncé](#) que six États allaient coparrainer le Forum avec le HCR, à savoir la Colombie, la France, le Japon, la Jordanie, le Niger et l'Ouganda.

Afin d'éclairer les préparatifs du Forum de 2023, le Dialogue a offert une plateforme d'évaluation et de partage de bonnes pratiques sur la coopération pour le développement dans les contextes de déplacement forcé et d'apatridie. Le document final du Dialogue, qui va être publié sous peu, contiendra des messages politiques et les mesures proposées pour guider les efforts déployés aux plans national, régional et mondial en préparation du Forum de 2023. Le [Centre de ressources numériques](#) contient un répertoire de ressources commun aux parties prenantes.

Des représentants des réfugiés étaient présents au Dialogue. Ils ont fourni leurs contributions pour les politiques et les programmes. A été considérée comme indispensable, l'amélioration de la qualité et de la teneur de la participation des personnes déplacées ou apatrides aux préparatifs du Forum de 2023 et à l'événement proprement dit. Le Dialogue a permis de souligner la nécessité de veiller à ce que les voix et les opinions des personnes les plus affectées par le déplacement et l'apatridie soient entendues et intégrées dans les discussions et les décisions déterminant leur avenir.

Le Dialogue a aussi mis en lumière la valeur des partenariats multipartites dans le partage des responsabilités. Les laboratoires d'innovation ont permis de lancer [neuf initiatives multipartites sur la coopération pour le développement](#), qui mobiliseront les engagements dans leurs domaines d'intérêt respectifs. D'une manière générale, les résultats du Dialogue préparent le terrain pour que les parties prenantes puissent progresser dans l'exécution des engagements pris au Forum de 2019 et en prendre de nouveaux de haute qualité pour le Forum de 2023.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [site Internet](#) du Dialogue.